

Un libre propos de **Philippe HERZOG**

A paraître dans *Confrontations Europe, La Revue* - n°114 – juillet 2016

NOUS SOMMES TOUS RESPONSABLES



Je suis profondément affecté par le vote britannique du Brexit. A nos amis d'outre-Manche qui ont tant lutté pour un Remain, je dis que nous restons à leurs côtés. De terribles épreuves sont devant eux, le Royaume-Uni est menacé de décomposition. L'Union se rétrécit gravement, elle aussi commence à se décomposer. Pour le monde entier cette décision est négative : la Communauté était un modèle de réconciliation et d'association entre nos peuples, elle se déchire.

Nous sommes tous responsables. Avec beaucoup d'amis j'ai milité plus de 25 ans pour faire société en Europe et engager de profondes réformes de l'Union. Nous avons fait des erreurs, mais nous nous sommes heurtés à des murs. Les dirigeants des Etats ont préféré dénigrer ses institutions. D'autres voulaient sincèrement défendre « l'acquis » communautaire, mais ils ont sous-estimé le besoin d'une refondation : plus de 60 ans ont passé depuis la création de la Communauté, elle s'est élargie de 6 à 28 et le monde et les sociétés ont radicalement changé. Les palinodies, les ambiguïtés et les égoïsmes nationaux ont tout retardé. Les peuples ont défendu leurs propres « acquis » nationaux et obtenu des « exceptions » aux règles communes. En matière de solidarité chacun n'a vu que midi à sa porte.

En France beaucoup veulent maintenant « faire payer les Britanniques » : c'est la pire des réactions. Merci pour les 48% qui ont combattu le Brexit ! Certes David Cameron a joué l'avenir de son pays, et l'on sait que les referendums sont toujours piégés par les dirigeants nationaux qui les organisent, les médias et les violences populaires. Mais ne perdons pas de vue l'essentiel : tous les peuples européens veulent s'exprimer et redéfinir leur identité, repenser leur relation à l'Europe. Et toute refondation devra veiller à faire une place à la Grande-Bretagne.

Personne ne doit se dispenser d'une introspection critique

La France ne doit pas se dispenser d'une introspection autocritique. Elle aussi a un problème majeur en matière d'altérité. Une majorité d'entre nous était et reste contre l'élargissement, souhaitait une sortie de la Grande-Bretagne, est hostile aux immigrés et veut des frontières... En même temps elle

n'est pas avare de leçons à donner aux autres. Quant à la classe politique, elle s'est montrée irresponsable, carrément en retrait et sans jamais assumer une pédagogie de l'Union ni offrir les conditions de proximité pour que les gens puissent s'approprier les opportunités qu'elle a créées. Cela étant, ces dirigeants sont représentatifs de la société dont ils sont issus. Aujourd'hui saurons-nous sortir de nos barrières mentales, ne pas tout attendre des positions des gouvernants français et allemand, et nous rapprocher des autres peuples pour un débat public paneuropéen autour des raisons et des principes d'une refondation ? Je remercie mon ami Nick Butler et ses proches du King's College de Londres, qui m'ont demandé l'an dernier de rédiger un essai sur l'identité de l'Europe¹.

Après le referendum nous sommes encore plus convaincus que cette question d'identité est fondamentale. La source profonde et cachée de la crise de l'Union, c'est la déculturation de nos sociétés. Tout nouveau départ doit faire appel à l'esprit d'une renaissance culturelle.

La question de l'identité est fondamentale

L'Europe n'est pas une géographie, c'est une conscience, une idée humaniste qui a fait l'objet d'un combat multiséculaire : l'unité dans la diversité pour réaliser une paix et une entente durables. Nos Etats et nations se voulant souverains ont fini par ruiner notre Europe au XXème siècle et c'est la Communauté qui lui a permis de rebondir. Mais nos sociétés n'en ont pas compris sa valeur ; elle est très fragile et elle perd son âme. Si nous ne sommes pas capables de nous transcender, de reconnaître l'apport des autres Européens à nos propres libertés, à notre créativité, nous sommes de piètres citoyens.

Loin d'ostraciser les Britanniques il faut leur tendre la main. Certes, organiser fermement sa sortie de l'Union mais au-delà, envisager pour le Royaume-Uni un statut d'Etat associé, avec des engagements clairs en contrepartie. Nous devons aussi proposer un tel statut à la Russie et à la Turquie pour d'autres raisons. D'autre part, Français, Allemands, Italiens... devront consolider l'eurozone, mais loin de vouloir créer un « noyau dur », nous ne devons pas refouler les peuples qui n'en font pas partie vers des périphéries que l'on dénigre sans les connaître, comme la Pologne et la Hongrie. Donald Tusk a raison : c'est l'Union des 27 qui doit être consolidée. Et cessons de masquer les différences profondes entre la France et l'Allemagne derrière les déclarations de façade : l'asymétrie des forces industrielles est évidente, l'opposition des points de vue entre débiteurs et créanciers ne l'est pas moins.

Refonder : rapprocher les Européens autour de priorités absolues

Ceci doit être explicité dans le débat public ; un difficile chemin de mutualisation des efforts est devant nous avec en contrepartie des réformes structurelles, notamment en France. Il ne faut pas commencer a priori par la réforme institutionnelle, mais par la définition des priorités absolues à partager : éducation et emploi ; transformation du régime de croissance ; sécurité, migrations et place de l'Europe dans le monde. Pour répondre à ces priorités la gouvernance de l'Union doit changer. Elle a été conduite essentiellement par des règles, avec une uniformisation peu soucieuse des différences, et elle ne fait nullement appel à la participation des gens. Mais la difficulté est grande :

¹ Vous pouvez vous procurer ce texte sur mon site www.philippeherzog.org - Vos commentaires sont les bienvenus !

d'un côté détricoter les règles, ce serait briser les fondations de l'unité ; d'un autre, nier la diversité des choix collectifs nationaux n'est plus possible. Pour dépasser cette contradiction, il faut modifier le modèle de marché, partager des biens communs, et créer des dimensions de puissance publique au niveau de l'Union et pas seulement de l'eurozone.

Dans un des plus beaux textes que j'ai pu lire tout récemment, celui de Simon Schama dans le *Financial Times*², il écrit (traduction libre) : « les abcès brûlants de la souveraineté et de l'immigration sont les deux aspects de la même question qui nous taraude : qui sommes-nous ? ». La France souffre des mêmes abcès. Il y a chez nous un malentendu qui nous est spécifique : l'Union n'est pas la projection de nous-mêmes et de nos désirs. Nous ne nous unissons pas parce que nous sommes semblables mais parce que nous sommes différents : voilà le ressort méconnu de la construction d'une « paix perpétuelle ».

Renaissance culturelle et réforme de la gouvernance sont inséparables

Pourtant, appeler à une renaissance culturelle c'est la plupart du temps s'attirer sarcasmes ou scepticisme. Je m'entends aussi répondre que nous n'avons pas le temps, tellement les défis économiques et sécuritaires sont pressants. La réforme de la gouvernance est jugée prioritaire, elle l'est sans aucun doute, mais la réforme culturelle tout autant, les deux tâches sont inséparables.

Je ne stigmatise pas l'idée de « souveraineté », elle exprime dans un langage d'ancien régime l'idéal d'auto-détermination des peuples. Mais elle le fait sur un mode archaïque, fermé, exclusif, confié à des Etats rivaux. Il faut aujourd'hui faire appel à l'engagement direct des Européens, les aider à se rapprocher et se solidariser *eux-mêmes*. Aujourd'hui nous naviguons entre une Europe bureaucratique et une co-direction d'Etats qui ne gouvernent pas. Mais pour avancer il faut quitter l'ancienne image des Etats-Unis d'Europe, voulue idéale quoique délégataire, et inventer un concept d'Union différenciée. Je propose une Confédération avec certaines dimensions fédérales mais composée de différents cercles qui se chevauchent, afin de mieux tenir compte des formidables différences entre nos nations ainsi que des solidarités à bâtir. Pour bâtir une synergie dans un cadre démocratique légitime, il faut réhabiliter les élections européennes et la Commission, mais surtout rendre possibles l'initiative et l'engagement décentralisés de tous les porteurs de projets d'intérêt européen.

Combattons la déculturation en exigeant une éducation européenne transnationale. Insurgeons-nous contre la pauvreté et la violence du système d'information, de nos propres clivages corporatistes ou partisans, et établissons un espace public européen de communication, comme le demande Jürgen Habermas depuis longtemps. On ne réussira pas à fédérer des peuples s'ils restent sous-éduqués, livrés aux dogmes, aux émotions fugitives et aux violences. Les potentiels ne manquent pas, faisons appel à la conscience de chacun. Coresponsables de la crise, nous le serons de son issue.

Paris, le 24 juin 2016

Philippe Herzog

Président fondateur de Confrontations Europe
Ancien député européen et conseiller auprès de la Commission européenne

² *Let us write our own history and vote to remain a beacon of tolerance*, 18-19 June, 2016.